



Assemblée générale

Distr. générale
27 août 2012
Français
Original : anglais

Soixante-septième session

Point 15 de l'ordre du jour provisoire*

Culture de la paix

Lettre datée du 16 août 2012, adressée au Président de l'Assemblée générale par le Secrétaire général

Le Haut-Représentant des Nations Unies pour l'Alliance des civilisations, M. Jorge Sampaio, m'a présenté son cinquième rapport annuel, qui décrit les principales activités déployées entre juillet 2011 et juillet 2012, conformément au troisième Plan d'exécution (2011-2013) et à son addendum, qui décrit le programme de l'Alliance pour la période couverte et expose des initiatives concrètes à mettre en œuvre.

L'Alliance des civilisations a été fondée en 2005 sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies, à l'initiative des Gouvernements de l'Espagne et de la Turquie. Elle vise à promouvoir le programme de bonne gouvernance de la diversité culturelle, tant au niveau mondial que local, et à parer aux divisions, à la polarisation et à l'extrémisme qui sévissent entre les sociétés et au sein de chacune d'elles.

Actuellement dans sa cinquième année d'opérations, l'Alliance est l'initiative phare consacrée à la polarisation, aux transitions et aux dilemmes de notre temps. Son importance s'est confirmée par les événements et titres récents. Au terme d'une décennie de défis majeurs, je reste convaincu de l'utilité des activités novatrices mises en œuvre par l'Alliance en tant que plate-forme capable de réunir une constellation unique de partenaires à tous les niveaux, se faisant un devoir d'exploiter au mieux les ressources de la diversité culturelle en faveur de la paix et du développement.

La communauté internationale continue de fournir un large soutien politique à l'Alliance, le groupe d'amis comptant désormais 133 membres. À travers sa résolution 64/14 du 10 novembre 2009, l'Assemblée générale a exprimé son soutien à l'Alliance. J'ai hâte de voir davantage de pays se joindre au groupe d'amis et apporter à l'Alliance un soutien actif, y compris financier. À cet égard, je souhaiterais souligner l'importance du mécanisme de reconstitution des ressources

* A/67/150.



qui complète le Fonds de contributions volontaires de l'Alliance. Je suis convaincu qu'il offrira une nouvelle plate-forme d'appui soutenu, diversifié et régulier aux initiatives de l'Alliance.

Je note également une nette évolution dans la planification du Forum de Vienne que le Gouvernement autrichien accueillera les 27 et 28 février 2013, visant à conférer une visibilité accrue à l'Alliance et à renforcer l'engagement politique à la réalisation de ses objectifs. Je suis heureux que le Forum de Vienne s'articule principalement autour du thème « Leadership responsable dans la diversité et le dialogue », l'un des principaux sujets de notre époque pour plusieurs raisons diverses. J'attends ce Forum avec impatience.

Je vous saurais gré de bien vouloir porter le rapport à l'attention des membres de l'Assemblée générale.

(Signé) **BAN** Ki-moon

Alliance des civilisations : cinquième rapport annuel du Haut-Représentant pour l'Alliance des civilisations

Résumé

Le présent rapport décrit les principales activités déployées par le Haut-Représentant pour l'Alliance des civilisations et son secrétariat entre juillet 2011 et juillet 2012. Les activités ont été menées conformément au troisième plan d'exécution (2011-2013) présenté au Secrétaire général en août 2011 et à son addendum, qui fait le point sur les résultats du quatrième Forum mondial qui s'est tenu au Qatar en décembre 2011. Les deux plans visent à appliquer, dans un monde en évolution, les recommandations proposées dans le rapport de fondation du Groupe de haut niveau de l'Alliance des civilisations.

Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction	4
II. Aperçu des progrès	4
III. Consolidation de l'Alliance des civilisations de l'Organisation des Nations Unies en tant que plate-forme mondiale multipartite	8
IV. Principales initiatives et activités	10
A. Plans nationaux et stratégies régionales	11
B. Initiatives multipartites, y compris projets et programmes, menés principalement par l'Alliance des civilisations	12
C. Autres initiatives transversales	19
V. Quatrième Forum mondial, Doha, décembre 2011	21
VI. Sensibilisation	22
VII. Gouvernance : mécanisme de reconstitution en faveur du Fonds d'affectation spéciale et du secrétariat	22
VIII. Conclusions	23

I. Introduction

1. L'Alliance des civilisations est une initiative politique du Secrétaire général, lancée en 2005 sous le copatronage des Premiers Ministres espagnol et turc. Sur la base des recommandations d'un rapport présenté par le groupe de haut niveau en novembre 2006¹, le Secrétaire général Ban Ki-moon a nommé Jorge Sampaio, ancien Président du Portugal, Haut-Représentant pour l'Alliance des civilisations. Depuis mai 2007, le Président Sampaio s'attelle à l'accomplissement de la mission par l'instauration d'un cadre fonctionnel d'action, l'élaboration d'un plan d'action et la mise en place d'un réseau d'intervenants.

2. La tolérance et le respect entre les êtres humains, dans toute la diversité de leurs croyances, de leurs cultures et de leurs langues, sont les valeurs fondamentales de l'Alliance. L'Alliance poursuit l'idéal d'une culture de paix et de dialogue entre toutes les civilisations, sur l'hypothèse que, tel qu'établi dans la Déclaration du Millénaire (voir résolution 55/2 de l'Assemblée générale), « les différences qui existent au sein des sociétés et entre les sociétés ne devraient pas être redoutées ni réprimées, mais vénérées en tant que bien précieux de l'humanité ».

3. L'Alliance entent, en tant que mission première, créer une volonté politique collective et susciter une action concertée aux niveaux institutionnel et de la société civile, afin d'améliorer la compréhension et les relations de coopération entre les nations et les peuples de cultures et religions différentes et, ce faisant, de contribuer à lutter contre les forces qui alimentent la polarisation et l'extrémisme. L'Alliance s'efforce tout particulièrement d'améliorer les relations au sein des sociétés dites occidentales et musulmanes et de réduire les tensions et les clivages persistants.

4. L'Alliance occupe une niche unique dans la famille de l'Organisation des Nations Unies. Il s'agit d'une initiative innovante, flexible et axée sur les résultats qui s'appuie sur les partenariats et les engagements d'action d'une large gamme d'intervenants.

5. Pendant la période considérée, un nouveau pas a été fait vers la consolidation de la durabilité, de l'indépendance, de l'autonomie et de la crédibilité de l'Alliance en tant qu'initiative multipartite, par la mise en place d'un nouveau mécanisme de reconstitution et la création d'une Assemblée des partenaires constituée de donateurs divers.

6. Le présent rapport est le cinquième rapport annuel du Haut-Représentant. Il décrit les grandes activités déployées entre juillet 2011 et juillet 2012, conformément au troisième plan d'exécution (2011 – 2013), et est complété par les principaux résultats du quatrième Forum mondial de Doha qui s'est tenu en décembre 2011 (ces résultats étant intégrés à l'addendum au troisième plan d'exécution, présenté en mars 2012).

II. Aperçu des progrès

7. Ces dernières années, l'Alliance n'a cessé de se consolider et de s'étendre pour devenir l'une des plates-formes mondiales les plus significatives de dialogue, de

¹ Alliance des civilisations : rapport du groupe de haut niveau, 13 novembre 2006 (publication de l'Organisation des Nations Unies, n° E.07.1.11).

compréhension et de coopération interculturels. Elle a tenu ses engagements grâce à la réalisation d'une série d'activités, y compris les projets transversaux présentés à la section IV. La présente section les place dans leur contexte et expose les progrès réalisés l'année dernière dans un contexte d'un monde en évolution, marqué par des défis de plus en plus exigeants liés à la vision et à la mission de l'Alliance.

8. En tant qu'initiative politique traitant de questions sensibles, à la croisée des préoccupations internes, des intérêts nationaux, des équilibres régionaux et de la politique mondiale, l'Alliance se fraye un chemin entre défis, dilemmes et manquements.

9. L'année 2011 a marqué le dixième anniversaire des événements du 11 septembre 2001. Des enquêtes ont révélé que les peuples musulmans et occidentaux continuaient de considérer les relations entre eux comme généralement mauvaises et chaque partie s'accroche aux stéréotypes négatifs concernant l'autre. Les enquêtes montrent en outre que les tensions et la méfiance dominent toujours les relations entre l'Occident et les pays musulmans.

10. Des événements et controverses liés à la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée, y compris la discrimination à l'égard de personnes en raison de leur religion ou de leurs convictions ainsi que l'incitation à la haine, persistent dans de nombreuses régions du monde et ont fait grand bruit dans les médias grand public au cours de la période visée dans le présent rapport.

11. Ces deux séries de faits montrent clairement qu'il faut accorder autant d'importance à la mission principale de l'Alliance qu'à son domaine d'intérêt particulier dans les activités de l'Alliance et que ceux-ci doivent continuer d'être les principales caractéristiques de l'Alliance.

12. Les actions menées au cours de la période considérée avaient pour but de trouver le bon équilibre entre les deux dimensions de l'Alliance et d'appuyer ce qui était identifié dans le troisième plan d'exécution comme le défi de la cohérence. Tout au long de l'année, des mesures ont été prises pour renforcer les liens entre les plans nationaux, les stratégies régionales et les programmes imaginés par l'Alliance et mis en place avec ou par l'intermédiaire de ses partenaires. Ces efforts se sont reflétés dans le travail préparatoire du second plan d'action pour l'Europe du Sud-Est et le projet de Stratégie de l'Amérique latine. En outre, d'autres mesures ont été prises pour étendre et ancrer le travail de l'Alliance dans de nouvelles régions, à savoir l'Asie et l'Afrique. Des activités transversales, y compris diverses initiatives multipartites, des campagnes publiques et les Prix de l'innovation interculturelle, ont permis de créer des synergies et d'exploiter des ressources inutilisées.

13. 2011 a été une année historique pour la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord. En effet, des transformations sociales et politiques dans de nombreux pays ont créé des occasions de changement sans précédent. L'Alliance a donc été impliquée dans de nombreuses activités, en grande partie dans le cadre de sa stratégie nationale pour la Méditerranée. Les conférences qui se sont tenues au Caire en juillet 2011 et le Forum annuel de Lisbonne coorganisé avec le Centre Nord-Sud du Conseil de l'Europe en novembre 2011 ont mis l'accent sur le partage d'expériences acquises dans des pays en transition démocratique et ont abordé plusieurs sujets critiques. Les propriétaires de médias, qui se sont réunis à la mer Morte, en Jordanie, en octobre 2011, ont analysé les risques et se sont entendus sur les responsabilités. Le Forum de Doha a examiné, avec les principaux acteurs, le

rôle transformateur des jeunes ainsi que les pouvoirs et les limites des réseaux sociaux. Les Gouvernements élus démocratiquement sont confrontés aux problèmes fondamentaux de garantie de la participation politique, de la tolérance et de la réalisation des droits de l'homme universels, y compris la liberté de religion et d'expression. Le partage de données d'expérience acquises dans divers environnements figure toujours parmi les priorités.

14. Un rôle important pour l'Alliance dans ce contexte de diversité mondiale grandissante, de multiples versions émergentes de modernité et de paysage politique beaucoup plus varié, est de promouvoir le dialogue et le pluralisme pour encourager le consensus aux niveaux mondial, régional, national et local. Sur la scène internationale et régionale, cela implique de comprendre que la démocratisation ne signifie pas nécessairement l'occidentalisation et que, comme en a déjà été témoin le Moyen-Orient, plus de démocratie peut s'apparenter à un renforcement de l'Islam politique. En même temps, dans une démocratie, le respect des droits de l'homme, le pluralisme et la tolérance de la diversité politique et idéologique sont non négociables.

15. Dans ce nouveau contexte, l'Alliance se penche de plus en plus sur l'influence de la religion sur la paix, la sécurité et l'essor de la mondialisation. S'appuyant sur les résultats et recommandations des initiatives précédentes liées à la liberté d'expression, de religion et de conscience, à la diversité religieuse, au pluralisme religieux et au dialogue interreligieux (Rio de Janeiro, Brésil, 2010; Cordoue, Espagne, 2010; Lisbonne, 2010; Florence, Italie, 2011), ainsi que sur les diverses recommandations relatives à l'interdiction de l'incitation à la haine nationale, raciale et religieuse, l'Alliance s'est intéressée, lors du Forum de Doha, à des problématiques telles que la nécessité d'éducation à la tolérance, d'aptitudes et de compétences interculturelles; les nouveaux outils permettant d'instaurer un consensus et de tirer profit de la diversité culturelle; l'augmentation des restrictions à la liberté de religion et la protection des minorités. La question du respect de la diversité religieuse sera encore à l'ordre du jour du cinquième Forum qui se tiendra à Vienne en 2013. En particulier, l'Alliance a également contribué au succès de la deuxième édition de la Semaine mondiale de l'harmonie interconfessionnelle, célébrée en février 2012.

16. En 2011, le monde a continué à souffrir d'instabilité en raison de la persistance de la crise économique. L'incertitude économique a contribué à générer des troubles sociaux et politiques à divers degrés dans de nombreuses régions urbaines. Les protestations dans un grand nombre de villes de l'Amérique du Nord et de l'Europe de l'Ouest ont été, pour la plupart, pacifiques. Toutefois, des affrontements – et, à certains endroits, des guerres civiles – ont éclaté dans d'autres régions et des tensions sont apparues dans plusieurs régions du monde.

17. En raison de la récession économique sur le continent, les sociétés européennes ont toujours beaucoup de difficultés à faire face à la diversité culturelle grandissante. Le succès de nombreux partis d'extrême droite anti-immigration à diverses élections est un symptôme manifeste de malaise croissant. Les craintes et les préjugés peuvent croître au point d'engendrer une crise sociale dans toute l'Europe s'il n'y est pas remédié correctement. Une nouvelle initiative intitulée « Réconcilier la diversité et la cohésion en Europe : un modèle de droits de l'homme à construire des sociétés inclusives et participatives au sein de l'Union européenne »

a été lancée le 15 novembre 2011 à Paris. En consultation avec la société civile, elle sera développée davantage dans les mois à venir.

18. Les efforts visant à renforcer l'Alliance des civilisations de l'Organisation des Nations Unies en tant qu'instrument de persuasion pour le dialogue et la paix se sont poursuivis par l'intermédiaire d'une coopération étroite avec des acteurs non étatiques, notamment grâce aux relations spéciales avec le monde des médias via le noyau d'experts mondiaux, un réseau d'Organisations non gouvernementales, un nombre de plus en plus élevé de sociétés et fondations, des représentants de religions et d'initiatives fondées sur la foi liées à l'Organisation des Nations Unies et les jeunes. La difficulté est d'appliquer davantage cette capacité et de nombreux programmes pertinents aux lieux et aux questions les plus importants.

19. Au moment où ce redéfinissent les équilibres internationaux, il est évident que l'Alliance devrait pouvoir, à l'avenir, contribuer davantage à sensibiliser l'opinion sur ce que cela implique de vivre dans un monde de différences ainsi que sur le rôle nécessaire du dialogue et des échanges interculturels.

20. Les attentes concernant un plus grand rôle de l'Alliance en tant qu'outil de persuasion ont été exprimées lors du Débat thématique de l'Assemblée générale sur le thème « Promotion de la compréhension interculturelle pour l'édification de sociétés pacifiques et sans exclusive », qui s'est tenu le 22 mars 2012, et lors de laquelle une nouvelle demande de rôle de médiation pour l'Alliance a été formulée.

21. En outre, lors du Forum de Doha, axé sur le sujet de la culture, de la diversité culturelle et du dialogue interculturel en vue de favoriser le développement durable, une nouvelle série de demandes liées au programme de réduction de la pauvreté est apparue.

22. Tel qu'indiqué dans le troisième plan d'exécution, assurer communauté de vues et cohérence dans l'action constitue un défi majeur pour l'Alliance et requiert davantage de réflexion concernant les scénarios les plus probables pour son développement futur.

23. La question de la durabilité a été abordée au cours de la période considérée. Agissant sur la base des propositions présentées par le Haut-Représentant, la Turquie a accueilli une conférence d'annonce de contributions – également connue comme le Forum des partenaires – du 31 mai au premier juin 2012 à Istanbul, coprésidée par le Secrétaire général, au cours de laquelle des partenaires étatiques et non étatiques ont annoncé le versement de 7,5 millions de dollars des États-Unis.

24. Consolider et développer davantage le nouveau mécanisme de reconstitution reste un défi majeur à court terme. Une réévaluation des priorités, qui soulignerait encore plus le rôle de rapprochement de l'Alliance, peut être justifiée.

25. L'importante contribution du Forum de Doha doit être soulignée. Généreusement accueilli par le Qatar, le Forum se situe à l'intersection de l'agenda de développement et de la mission de l'Alliance. Il propose la notion de nouveau contrat social qui lie les acteurs institutionnels et ceux de la société civile, aux niveaux national et mondial, au-delà de leur diversité précieuse et avec elle. Cet élargissement des perspectives aidera la communauté internationale à préparer le programme de l'après 2015. De plus, le Forum a aidé à obtenir un soutien pour les programmes existants et les nouvelles idées, tel qu'illustré dans le présent rapport.

26. Les préparatifs du cinquième Forum à Vienne (27 et 28 février 2013) sont en cours depuis le début de l'année 2012. Le thème central du Forum sera la promotion de la gouvernance responsable dans la diversité et le dialogue.

27. Dans ce contexte général, le présent rapport apporte des mises à jour spécifiques sur la communauté de l'Alliance, ses principaux programmes et activités, le Fonds d'affectation spéciale et le défi de sensibilisation.

III. Consolidation de l'Alliance des civilisations en tant que plate-forme mondiale multipartite

28. L'Alliance a une forte dimension intergouvernementale, qui se reflète dans le groupe d'amis. Elle opère dans un domaine dans lequel le progrès dépend des contributions et des choix d'une grande diversité d'acteurs de tous les milieux. Elle cherche activement à les impliquer dans une vaste plate-forme d'intervenants divers, faisant actuellement office d'Assemblée de partenaires. Les points ci-dessous peuvent être soulignés.

Groupe d'amis

29. Après l'expansion rapide et constante des années précédentes, les adhésions continuent de se multiplier, bien qu'à un rythme plus lent, amenant le nombre de membres du groupe d'amis à 133 (110 pays et 23 organisations internationales)².

30. Le groupe d'amis a organisé sa réunion ministérielle à New York en septembre 2011, avec la participation du Secrétaire général et du Président de l'Assemblée générale. Il s'est réuni au niveau des Représentants permanents en mars 2012. Les Ministres et chefs des organisations internationales ou leurs représentants se sont également réunis lors de cinq tables rondes thématiques durant le Forum de Doha, afin de donner des orientations sur les questions importantes. Des consultations se sont également effectuées par l'intermédiaire de communications écrites et de divers contacts bilatéraux. Les membres du groupe d'amis ont été notamment invités à faire des suggestions pour le troisième plan d'exécution (2011-2013), l'ordre du jour du Forum de Doha et le projet du nouveau mécanisme de reconstitution.

31. Le Haut-Représentant a entretenu des contacts très réguliers avec plusieurs membres du groupe d'amis, notamment dans le cadre de la préparation de la première conférence d'annonce de contributions. Il a organisé des consultations avec les deux promoteurs (Istanbul en janvier 2012 et Madrid en mars 2012) et s'est rendu en visite officielle en Australie, en Finlande, en Jordanie, au Monténégro et en Serbie.

32. La période considérée a également été marquée par des contacts avec des responsables d'organisations internationales et régionales visant à renforcer les synergies et à garantir la mise en œuvre des mémorandums d'accord ainsi que des contacts plus étroits avec certaines fondations et le secteur privé.

² Les membres suivants ont rejoint le groupe d'amis au cours de 12 derniers mois : Brunei, Irak, Mongolie, l'Organisation mondiale du tourisme et l'Union pour la Méditerranée.

Points de contact

33. Les membres du groupe d'amis sont invités à nommer des points de contact chargés de contrôler la mise en œuvre des objectifs de l'Alliance au niveau national, notamment par l'adoption de plans nationaux, et d'assurer la coordination avec le secrétariat. Au 30 juin 2012, 79 pays et 22 organisations internationales avaient désigné des points de contact.

34. L'Alliance s'est chargée de la coordination de leurs efforts et échanges en organisant la réunion annuelle des points de contact à la Fondation Gulbenkian au Portugal, immédiatement après le Forum de Lisbonne coorganisé avec le Centre Nord-Sud du Conseil de l'Europe, et également en tenant des consultations régulières. Les points de contacts ont en outre participé à diverses réunions axées sur l'élaboration du second plan d'action pour la stratégie régionale de l'Europe du Sud-Est, qui s'est tenue à Belgrade le 10 avril 2012 et dans le cadre de la stratégie régionale pour l'Amérique latine, qui s'est tenue à Lima. Des consultations régulières ont également été officiellement mises en place entre eux, sur une base régionale, au cours des 12 derniers mois.

Plate-forme thématique

35. Sur la base d'une proposition suisse, les plates-formes thématiques ont continué de réunir de petits groupes de pays soucieux d'explorer des thèmes spécifiques et de formuler des propositions en vue d'une action concertée. Tel était le cas principalement pour une plate-forme « humanitaire », qui visait à mieux comprendre et à améliorer l'interaction entre les organisations de différentes confessions et entre des organisations laïques et des organisations basées sur la foi, actives dans le domaine de l'aide humanitaire et de l'aide au développement. Une enquête sur les pratiques a été réalisée auprès d'environ 100 Organisations non gouvernementales. Les résultats ont été partagés et examinés avec elles, ainsi qu'avec les pays participants. Néanmoins, au vu des difficultés à générer une aide suffisante, il a été décidé de suspendre ce type d'approche.

La société civile, y compris le secteur privé et les associations philanthropiques

36. L'Alliance est une initiative multipartite. Son succès dépend des compétences de sensibilisation, du soutien et de l'implication de divers acteurs à tous les niveaux. L'Alliance cherche constamment à améliorer l'intégration des acteurs non étatiques dans ses activités, aux côtés des acteurs étatiques et en coopération avec eux.

37. L'Alliance a intensifié ses efforts pour établir et/ou renforcer divers réseaux visant des groupes particuliers (jeunes, universités et chercheurs, groupes de réflexion et fondations, Organisations non gouvernementales traitant de questions interculturelles, réseaux interconfessionnels) et établir des partenariats impliquant le secteur privé.

38. Simultanément, la recherche de plates-formes intégrées s'est poursuivie. À la suite du premier forum préparatoire organisé au Qatar en mai 2011, des efforts ont été entrepris pour développer les volets de l'Alliance consacrés à la société civile. Les initiatives et suggestions de la société civile observées récemment en Australie, au Cameroun, en Chine et en Inde vont dans ce sens.

39. Des mesures ont été prises pour encourager l'engagement d'individus dans l'activisme de l'Alliance, via des campagnes, concours et initiatives nécessitant une participation personnelle. Le Forum de Doha a mis en avant le concept d'engagement à l'action, lequel s'applique aussi aux personnes physiques.

40. Les partenariats public-privé jouent un rôle toujours plus important dans les activités de l'Alliance. Ils constituent le socle du développement de projets concrets revêtant une dimension mondiale, tels que le Dialogue Café, le Prix de l'innovation interculturelle, les écoles d'été et la campagne « Faites quelque chose pour la diversité et l'inclusion », tous décrits aux sections IV et V ci-dessous.

41. L'Alliance a continué de collaborer étroitement avec les pays, les agences et les Organisations non gouvernementales, militant pour la coopération et le dialogue interconfessionnels en vue de tirer parti des complémentarités. À ce titre, l'Alliance s'est notamment engagée auprès du Forum tripartite consacré à la coopération œcuménique pour la paix, une initiative d'Arabie saoudite relative au dialogue interconfessionnel et de l'initiative jordanienne pour une Semaine mondiale de l'harmonie interconfessionnelle. Des contacts vont être établis avec le Centre international du roi Abdullah Bin Abdulaziz pour le dialogue interreligieux et interculturel, constitué à Vienne en novembre 2011.

Assemblée des partenaires

42. Dans le cadre du nouveau mécanisme de reconstitution, une Assemblée de partenaires a été constituée grâce à un financement de base diversifié, composée de Gouvernements, d'organisations internationales, de fondations, d'entreprises et de personnes physiques. L'Assemblée des partenaires établira un cadre permettant à tous les types de donateurs, d'échanger leurs points de vue concernant les opérations et l'efficacité du Fonds d'affectation spéciale aux fins de leurs décisions relatives à leurs contributions futures. L'Assemblée de partenaires sera également consultée concernant les priorités et la vision stratégique de l'Alliance, et aura l'occasion de suggérer de nouvelles initiatives. Le Haut-Représentant doit pouvoir rencontrer l'ensemble de l'Assemblée de partenaires à l'occasion des séances de reconstitution et chaque fois que nécessaire.

IV. Principales initiatives et activités

43. Au cours de la période considérée, l'Alliance a développé ses principales activités dans le domaine de l'éducation, de la sensibilisation des jeunes, des médias et des migrations autour de cinq objectifs clés : a) faciliter le dialogue mondial sur les possibilités de vivre confortablement dans un monde de diversités ainsi que sur les difficultés qui y sont liées, dans cette époque actuelle de communication et d'échanges au niveau mondial; b) promouvoir les changements dans les cadres de décision et les stratégies interculturelles; c) prévenir les tensions et crises interculturelles, lutter contre les stéréotypes, la discrimination et la xénophobie; d) soutenir les initiatives locales innovantes qui contribuent au dialogue et à la compréhension interculturels, au respect mutuel et à la coopération entre les parties antagonistes; et e) sensibiliser le public et mobiliser son appui en faveur de la diversité culturelle, de la tolérance et de l'intégration. Au cours de la période considérée, une vaste gamme de programmes et d'événements ont été mis en place. Les initiatives les plus pertinentes sont énumérées ci-dessous.

A. Plans nationaux et stratégies régionales

44. Les plans nationaux constituent le meilleur moyen de prendre une part dans la réalisation des objectifs de l'Alliance au niveau du pays. Au 30 juin 2012, 27 États avaient adopté des plans et stratégies nationaux : Albanie, Algérie, Ancienne République yougoslave de Macédoine, Argentine, Brésil, Bulgarie, Croatie, Danemark, Égypte, Espagne, Fédération de Russie, Italie, Koweït, Malte, Maroc, Mexique, Monténégro, Nouvelle-Zélande, Portugal, Qatar, République de Corée, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Serbie, Slovénie et Turquie. Certains pays ont publié une seconde et une troisième édition de plans nationaux.

45. D'autres plans sont en préparation, dans le cadre d'un projet à long terme qui doit être déployé par les pays à leur rythme, par le biais de leurs propres canaux de mise en œuvre. Même si le but n'est pas d'obtenir des plans véritables, certains pays ont mis au point une importante série de mesures concernant des questions déterminantes.

46. Même si ces plans ne peuvent pas suivre un modèle, on admet de plus en plus qu'ils expriment un surcroît d'appropriation des objectifs de l'Alliance et qu'à long terme, ils devraient comprendre des mesures et des pratiques de base qui représentent les normes minimales de bonne gouvernance de la diversité culturelle. L'interaction avec les programmes de l'Alliance présenterait un avantage évident et renforcerait la cohérence globale.

47. Le secrétariat devra trouver les ressources nécessaires pour apporter un soutien plus constant aux pays dans le cadre du développement de ces plans et de l'échange d'expériences entre eux mais devra aussi, absolument, encourager les pays pour lesquelles ces mesures sont vitales à démarrer leur plan en impliquant la société civile. Il peut aussi aider certains pays à mobiliser les compétences d'organisations internationales et régionales et à tirer profit des réseaux d'experts.

Stratégies régionales

48. L'Alliance a exhorté des groupes de pays faisant face à des défis communs de mettre en place des actions communes en collaboration avec la société civile. Tel a été le cas avec l'adoption à Sarajevo en décembre 2009 d'une Stratégie régionale pour l'Europe du Sud-Est, suivie, à la mi-2010, d'un Plan d'action pour sa mise en œuvre. De la même manière, les activités lancées à Alexandrie, en Égypte, au début de l'année 2010 ont abouti à l'adoption le 9 novembre 2010, à Valette, d'une Stratégie régionale sur le dialogue et la coopération entre les cultures pour la Méditerranée. Cela a mené à l'adoption, en mai 2010, d'une première série d'actions prioritaires de mise en œuvre, qui reflétaient le nouveau contexte de la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord.

49. Certes, le financement de ces deux plans d'action pose problème, mais il est actuellement pris à bras-le-corps dans le cadre de la nouvelle procédure de reconstitution. Il s'agira d'une priorité constante. Entre-temps, quelques projets et activités sont en cours dans les deux cas. Notamment, un projet d'enseignement de l'histoire en Europe du Sud-Est avec le soutien de la Conférence permanente européenne des associations de professeurs d'histoire, du Conseil de l'Europe et de l'Institut Soros, et diverses formes de partage du savoir-faire et des expériences en

Méditerranée, en particulier dans le domaine des médias, de la jeunesse et des structures démocratiques de transition.

50. La proposition d'un second Plan d'action régional pour l'Europe du Sud-Est découle d'une forte volonté politique. Ce plan, qui a vu le jour après une réunion à Belgrade en avril 2012, englobe une large gamme de projets, axés autour de six priorités.

51. Sur une demande du Pérou, un projet de Stratégie nationale pour l'Amérique latine a également été conçu et attend l'approbation ministérielle en 2012, de même qu'un Plan d'action, s'appuyant sur les activités menées par les organisations régionales et sous-régionales, ainsi que les partenaires de la société civile. Ces Plans renforceront les synergies avec les programmes de l'Alliance.

52. D'autres initiatives régionales sont en cours d'examen. Des contacts préliminaires ont été établis avec des Gouvernements et/ou des partenaires de la société civile en Asie, dans la région du Pacifique Sud et en Afrique sub-saharienne. Ces initiatives ne devraient pas entraîner de plans véritables à court terme mais elles représentent une étape importante dans le processus interactif. Dans certains cas, elles bénéficient de la compréhension, par l'Organisation de coopération et de développement économiques, que les contributions affectées aux projets axés sur le développement pourraient être présentées comme une aide bilatérale en termes d'éligibilité pour l'aide publique au développement.

B. Initiatives multipartites, y compris projets et programmes, menés principalement par l'Alliance des civilisations

53. Une série de programmes a été mise au point par l'Alliance et ses partenaires dans les quatre domaines d'action, en vue de la réalisation des cinq objectifs généraux (voir par. 43). Ces programmes ont permis d'opérer un changement positif pour les citoyens en termes de respect et de compréhension des environnements multiculturels ainsi que d'accès à ceux-ci. Ils reposent sur des suggestions contenues dans le rapport Groupe de haut niveau, mais aussi sur les engagements formulés par différents partenaires à l'occasion de chaque Forum de l'Alliance.

54. De nombreux programmes reflètent diverses formes de coopération avec des organisations internationales partenaires, basées sur un réseau de mémorandums d'accords entre l'Alliance et l'Organisation de la Ligue arabe pour l'éducation, la culture et la science, le Conseil de l'Europe, l'Organisation internationale pour les migrations, l'Organisation islamique pour l'éducation, les sciences et la culture, la Ligue des États arabes, l'Organisation de la Conférence islamique et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture. Beaucoup bénéficient de contributions d'Organisations non gouvernementales, de fondations et d'universités ou fournissent un cadre pour leurs initiatives, selon la vision du Haut-Représentant : « L'Alliance ne peut être efficace que si vous collaborez avec nous. Vous êtes l'Alliance ».

Domaine d'action de l'éducation

55. Depuis ses débuts, l'Alliance s'inquiète de l'ampleur de l'ignorance, de la crainte et de la suspicion mutuelles entre les cultures. Elle reconnaît que l'éducation peut contribuer en grande partie à jeter des ponts et à changer les perspectives. Elle

reconnaît aussi que, dans un domaine d'activité existante substantielle, son rôle principal est d'encourager l'adaptation constante des mesures en place, plutôt que de lancer une série de nouvelles activités. L'Alliance conserve un réseau d'universitaires, qui développera des synergies avec l'Institut international de l'Université des Nations Unies.

Plate-forme « Education about Religions and Beliefs »

56. La communauté d'apprentissage en ligne « Education about Religions and Beliefs » est devenue la principale source d'informations sur l'Internet pour tous ceux qui s'interrogent sur les différentes religions et croyances. Elle n'a cessé de s'étendre au cours de la période considérée. Forte d'un réseau de 18 partenaires du monde universitaire et de la société civile, au niveau mondial, cette communauté d'apprentissage a également évolué vers une plate-forme pour les activités pédagogiques, jusqu'à devenir un facilitateur des débats sur le rôle des organisations confessionnelles et un créateur de synergies pour l'Alliance à divers égards.

57. L'organisation à Marrakech, au Maroc, en février 2012, du Colloque international sur l'éducation, la spiritualité et l'éducation à des fins d'épanouissement de l'être humain illustre parfaitement le potentiel de la plate-forme à engendrer des débats éclairés et rassembler des recommandations politiques.

Initiation aux médias

58. L'Alliance a poursuivi ses initiatives en matière d'initiation aux médias afin d'aider les jeunes et les citoyens en général, à naviguer dans un monde médiatique de plus en plus complexe et de leur proposer des instruments susceptibles de leur permettre d'exercer un esprit critique et nuancé en tant que producteurs et utilisateurs de médias, une condition essentielle pour une meilleure compréhension mutuelle. L'Alliance s'est efforcée, de concert avec l'UNESCO, de développer davantage le Centre d'échange des médias et de la culture en vue d'en faire une référence mondiale dans le domaine de l'initiation aux médias. La publication conjointe de l'Alliance, de la Commission européenne et de l'UNESCO « *Mapping Media Education Policies in the World* » a été traduite en japonais par Hosei University, à Tokyo.

59. Le réseau conjoint de l'Alliance et l'UNESCO « *Network of Universities on Media and Information Literacy and Intercultural Dialogue* » a tenu sa première conférence en juin 2011 à Fez, au Maroc, au cours de laquelle il a établi le cadre de la Présidence universitaire mondiale. Une deuxième réunion a eu lieu en mai 2012, à l'Université Autonoma de Barcelone, en Espagne, où l'Alliance, l'UNESCO et 8 universités (Australie, Brésil, Chine, Égypte, Espagne, États-Unis, Jamaïque et Maroc) ont présenté les premiers résultats du réseau.

Encourager l'adaptation constante des politiques éducatives et soutenir les initiatives novatrices

60. Le Forum de Doha a fourni plusieurs occasions d'explorer le rôle de l'éducation dans la réduction des erreurs de perceptions et la possibilité d'interactions interculturelles constructives. Des ateliers ont avancé des recommandations relatives à l'intégration de l'acquisition de compétences interculturelles ou à l'élaboration de nouveaux programmes d'enseignement

supérieur destinés à aider les professionnels de la fonction publique à gérer la diversité. Un travail de suivi est en cours.

61. Le Forum de Doha a également abordé le rôle de l'enseignement de l'histoire dans la transformation des conflits, avec des représentants de la Conférence permanente européenne des associations de professeurs d'histoire, le Centre de recherches sur l'histoire, l'art et la culture islamiques et le Conseil de l'Europe, ainsi qu'avec des Ministres ou des experts de haut niveau de différents pays, dotés d'une expérience en la matière. L'une des nombreuses recommandations est que l'Alliance devrait soutenir des actions pilotes dans le cadre de ses stratégies régionales, ce qu'elle fait déjà en Europe du Sud-Est.

Bien vivre ensemble dans la diversité : les écoles d'été de l'Alliance des civilisations

62. L'école d'été de l'Alliance repose sur la conviction que les jeunes sont un moteur de changement. En outre, l'un des principes sur lesquels reposent les écoles d'été est que les gens ont plus tendance à partager des points communs qu'à faire de distinction entre leurs différences et, si on leur en donne l'occasion, ils explorent ces intérêts communs, suscitant des collaborations et stimulant des idées pour répondre aux problèmes majeurs observés dans le monde.

63. Les objectifs de l'école d'été sont les suivants : a) promouvoir l'autonomisation des jeunes en renforçant les aptitudes et les compétences interculturelles; b) renforcer la capacité des jeunes à s'impliquer dans la préparation et la mise en œuvre d'actions de coopération entre les parties antagonistes; c) faciliter les rencontres et les échanges entre les jeunes du monde entier ; et d) développer un réseau de participants.

64. L'école d'été d'une semaine en pensionnat s'appuie sur un processus d'apprentissage mutuel, et développe ses formations et processus d'apprentissage à partir des expériences des participants. Participation active et réflexion approfondie sont les principales composantes du cours, qui combine des opportunités éducatives formelles et informelles. Les participants comparent leur approche du travail et leur participation en tant que jeunes dirigeants dans des sociétés de plus en plus diverses, dans l'optique de les préparer à œuvrer en tant qu'agents du changement lorsqu'ils retourneront dans leurs propres communautés.

65. L'école d'été de 2011 s'est déroulée à l'Université de Lisbonne, sous l'égide d'un groupement de partenaires, à savoir, la Ligue des États arabes, l'Université euro-méditerranéenne, le Centre Nord-Sud du Conseil de l'Europe, la fondation Gulbenkian, le Réseau de l'Aga Khan pour le développement et une série de sociétés. Elle a rassemblé près de 100 jeunes âgés de 18 à 30 ans, en veillant à respecter un équilibre géographique et culturel et un équilibre entre les sexes.

66. En 2012, trois écoles d'été sont prévues à Coimbra, au Portugal, en août, avec 135 participants de plus de 60 pays; à Malte, la première semaine de septembre; et en Turquie, à la fin du mois de septembre.

Domaine d'action de la jeunesse

67. Parfaitement conscients que les jeunes sont les agents du changement et une source d'idées novatrices, l'Alliance les reconnaît comme des acteurs autonomes et comme partenaires dans la construction de sociétés plus inclusives et équitables.

Elle prend des mesures pour encourager leur participation, soutenir leurs initiatives les plus prometteuses et promouvoir les programmes d'échange. Un site Internet à guichet unique en expansion, consacré à la jeunesse, soutient ce processus.

68. Dans le contexte du Forum de Doha, la participation des jeunes a aussi été favorisée par une manifestation préparatoire pour les jeunes. Celle-ci a donné lieu au lancement d'une campagne auprès des jeunes, appelant les dirigeants politiques et les citoyens à s'élever contre la peur, l'intolérance et la xénophobie.

Le Mouvement mondial de la jeunesse pour l'Alliance des civilisations

69. Après la première convention du Mouvement mondial de la jeunesse de l'Alliance des civilisations, qui s'est tenue à Baku en avril 2011, l'Alliance et les responsables du Mouvement ont travaillé toute l'année à la finalisation de sa Charte et au mandat. Les dernières étapes sont attendues en 2013, ce qui devrait donner une nouvelle impulsion à l'initiative.

Fonds de solidarité pour la jeunesse

70. Le Fonds de solidarité pour la jeunesse est un programme international de microfinancements qui propose des subventions d'un montant à hauteur de 30 000 dollars des États-Unis en faveur d'organisations de jeunes œuvrant pour le dialogue interculturel et interconfessionnel au niveau local, national, régional ou international. Les projets financés en vertu de ce programme sont élaborés et déployés dans leur totalité par des organisations de jeunes.

71. Comme suite aux deux éditions des Fonds de solidarité pour la jeunesse en 2008 et 2010, 24 projets ont été financés et plus de 150 000 personnes, des jeunes pour la plupart, ont bénéficié de leurs activités. Pour évaluer les résultats et l'impact des activités des projets, et pour assurer une plus grande durabilité des projets, l'Alliance a organisé une formation de renforcement des capacités de trois jours en faveur des bénéficiaires du Fonds de solidarité pour la jeunesse à Nairobi, en mars 2012. L'un des résultats les plus excitants de la formation a été la mise en place d'un réseau des anciens, chargés de fournir des conseils et un encadrement aux futurs bénéficiaires du Fonds après 2012, sous réserve de l'acheminement de fonds supplémentaire au Fonds d'affectation spéciale.

Autres développements

72. L'Alliance a continué de participer activement au travail du Réseau interinstitutions des Nations Unies pour l'épanouissement des jeunes, dont le but est de renforcer l'efficacité du travail des Nations Unies dans le développement de la jeunesse. Elle a œuvré, de concert avec un groupe de travail, à l'élaboration d'un plan d'action visant à intégrer de manière plus approfondie les jeunes dans les programmes des Nations Unies, comme l'a suggéré le Secrétaire général.

73. Le 22 mars 2012, l'Assemblée générale et l'Alliance ont organisé un débat thématique médiatisé et à forte participation sur le thème « Favoriser la compréhension interculturelle pour bâtir des sociétés pacifiques et inclusives ». Les jeunes ont occupé une place de premier plan dans les discussions.

Domaine d'action des médias

Programme des médias, auparavant désigné « Mécanisme d'intervention rapide impliquant les médias »

74. Le programme des médias vise l'amplification du rôle constructif des médias dans le renforcement de la compréhension du public dans le cadre des débats divisant l'opinion. À cette fin, il s'assure d'augmenter l'accès des professionnels des médias aux commentaires d'experts pour garantir la diversité des voix et la gratuité des documents de qualité; de créer des occasions pour les journalistes d'améliorer leurs compétences par la formation; et d'organiser des formations d'autonomisation des médias en faveur des universitaires, de la société civile et des leaders d'opinion, ainsi que des communautés marginalisées ou stéréotypées. Le programme anime le dialogue concernant les meilleures pratiques dans l'industrie des médias. Ce programme destiné à répondre aux besoins croissants à la fois des médias et des communautés n'a cessé de prendre de l'ampleur depuis son lancement.

Experts mondiaux

75. Le noyau d'experts en ligne (disponibles sur theglobalexperts.org) a été réactivé en avril 2012 et propose désormais une gamme de nouveaux services, y compris un outil de recherche plus précis destiné aux experts et une interface plus interactive pour la nomination d'experts et la soumission d'articles. La base de données d'experts n'a cessé de s'étoffer. Les ressources atteignent le nombre de 400 experts, aussi bien des universitaires que des leaders de la société civile et des jeunes. Chaque expert génère plusieurs publications dans les médias chaque semaine et environ 12 à 15 alertes médiatiques sont envoyées chaque jour à des milliers de journalistes à travers le monde. En juillet 2012, le noyau d'experts en ligne lancera sa première application mobile de l'Alliance, ce qui permettra aux journalistes de rechercher des experts sur leurs appareils mobiles selon les compétences, l'emplacement et la langue.

Diffusion d'articles et de séries d'articles et projets multimédia basés sur des partenariats

76. Fondés sur une série d'articles passés (« Religion and the public space », mai 2011) dont la publication a atteint plus de 2 millions de lecteurs à travers le monde, une nouvelle série d'articles consacrés au(x) rôle(s) des jeunes dans les changements démocratiques a été diffusée en mars 2012. Les articles ont été publiés dans 15 journaux.

77. Cet outil de ressources en ligne a continué à rassembler les commentaires des experts issus des médias à travers le monde, tout en proposant aussi des documents publiés à l'intention exclusive du site sous la forme d'articles, de podcasts et d'interviews vidéo. Les articles sont ensuite envoyés à un réseau de 80 éditeurs à travers le monde qui publient le document librement.

78. Ce projet a permis de consolider de nombreux partenariats dans le cadre de la production de documents, tel que celui conclu avec le British Council et la faculté de journalisme de l'Université du Missouri pour produire le premier projet multimédia sur le thème « Voyages d'appartenance », qui illustre l'interaction complexe des identités multicouches par le biais de 110 vidéos de témoignages

uniques de personnages publics et de jeunes leaders. En 2011, 100 vidéos ont été réalisées sur le thème « 100 questions sur l'Islam » et ont été diffusées mondialement dans des écoles d'été, des universités et auprès des professionnels des médias.

Formation de journalistes et formation de la société civile et des leaders d'opinion

79. Le programme des médias donne régulièrement aux journalistes l'occasion de renforcer leurs compétences via des formations auprès de professionnels des médias provenant d'autres parties du monde et par l'établissement de contacts avec ceux-ci. Les occasions se sont faites plus rares cette année en raison de contraintes financières. Le programme des médias s'est notamment associé au Réseau de savoir du *New York Times* et a organisé une formation en ligne de six semaines dispensée par les journalistes du *New York Times* aux journalistes tunisiens, égyptiens, français et américains sur la couverture des élections. Des discussions sont en cours avec des instituts de formation de premier plan, afin de multiplier les formations interculturelles dans les mois à venir.

80. En outre, le programme vise à former la société civile et les leaders d'opinion et à transmettre les compétences nécessaires pour mieux gérer les opportunités médiatiques. S'appuyant sur les expériences fructueuses acquises en 2010 et en 2011, notamment au Royaume-Uni, il examine actuellement la collaboration avec de nouveaux partenaires à cet égard.

Réunion des propriétaires de chaînes

81. À la suite d'une assemblée des propriétaires et des gestionnaires de chaînes de télévision dans la région de la mer Morte, en Jordanie, en octobre 2011, le programme des médias a convoqué une douzaine de responsables des médias au Forum de Doha pour discuter, officieusement, de l'agenda international du Secrétaire général. Le programme des médias ne cesse d'amplifier son rôle d'animateur de réunions privées d'éditeurs, de propriétaires, de gestionnaires et d'éducateurs pour discuter des questions clés concernant le rôle des médias et l'avenir du journalisme.

Collaboration générale dans le domaine des médias : propos incendiaires

82. Un dialogue a été instauré entre l'Alliance et l'Union européenne concernant la stratégie de communication à adopter auprès des médias dans le domaine de la prévention et de la radicalisation, en particulier en ce qui concerne l'opposition aux propos incendiaires tenus de tous côtés. L'Alliance a fait part au réseau européen d'experts en radicalisation de ses points de vue fondés sur sa propre expérience dans l'organisation d'ateliers de renforcement des compétences à l'intention des journalistes en Europe, aux États-Unis, en Indonésie, au Pakistan et dans le monde arabe, pour identifier le rôle des médias dans l'apaisement des tensions à travers toutes les communautés. L'Alliance a également mis à profit son expérience dans le domaine de la programmation de contre-récits et les projets de responsabilisation des jeunes à risque dans diverses conversations liées à l'établissement de politiques, y compris avec des acteurs de l'Afrique de l'Est, de l'Asie centrale ainsi que de l'Asie du Sud et du Sud-Est. L'Alliance prévoit d'entreprendre une nouvelle série de programmes dans ce domaine, en insistant sur le Pakistan et la Somalie.

Domaine d'action de la migration/intégration

83. Dans un monde de perméabilité des frontières et de globalisation des économies, diverses populations interagissent de plus en plus via une migration continue. La manière dont cette dynamique est dépeinte dans les médias, débattue dans la sphère politique et culturelle et gérée par les responsables politiques détermine si les sociétés considèrent l'accroissement de la diversité comme une force ou comme une menace. La contribution de l'Alliance porte sur l'identification et le partage de politiques publiques prometteuses et d'initiatives de la société civile relatives à l'intégration de migrants et aux comptes rendus sur la migration.

Partage des connaissances : Communauté en ligne sur la migration et l'intégration

84. Le site Web « Migration and Integration: Building Inclusive Societies » (disponible à l'adresse www.unaoc.org/ibis), créé en mai 2010, poursuit deux buts majeurs : mettre en évidence des modèles fructueux d'intégration des migrants, afin de contrer les discours et les stéréotypes de polarisation et d'encourager la reproduction de ces modèles dans des contextes différents, tout en favorisant une plus grande participation d'un large éventail de parties prenantes. Tout au long de 2011, la communauté en ligne a continué de renforcer son potentiel, notamment en élargissant son champ d'action et son réseau de partenaires.

85. En mai 2012, après deux ans de mise en œuvre, l'Alliance a procédé à une évaluation du site et a décidé que des améliorations de sa structure et de sa forme seraient nécessaires. Des travaux sont en cours en vue d'offrir une version améliorée d'ici la fin de l'année 2012.

Contribution à l'élaboration des politiques et à l'encouragement de pratiques prometteuses

86. En tant que plate-forme améliorée d'échange de connaissances et de propositions, IBIS est la ressource principale de l'Alliance pour la préparation de contributions à diverses mesures nationales et internationales. C'est notamment le cas en ce qui concerne les travaux préparatoires du Dialogue de haut niveau sur les migrations internationales et le développement, qui sera tenu par l'Assemblée générale lors de sa soixante-huitième session, en 2013.

87. Les connaissances, les réseaux et les discussions regroupés par IBIS sont également mis à profit dans le cadre d'une initiative régionale du Haut-Représentant intitulée : « Conciliation entre diversité et cohésion : un modèle des droits de l'homme pour construire des sociétés fondées sur les principes de la participation et d'intégration au sein de l'Union européenne », décrite dans la synthèse des progrès.

88. En outre, l'Alliance a été un partenaire d'un certain nombre d'événements qui ont favorisé des sociétés plus inclusives. Par exemple, un séminaire international coorganisé à Melbourne, en Australie, avec l'Université de Deakin concernant la diversité, la citoyenneté et l'inclusion sociale (octobre 2011), une table ronde sur le thème de la « ville interethnique », coorganisée à New York avec la Mission permanente de l'Italie, avec la participation de tous les organismes compétents des Nations Unies, des pays clés, des experts et des représentants de la société civile (septembre 2011) et des réunions organisées par l'Organisation internationale pour

les migrations à Helsinki et à New York sur une meilleure communication pour une meilleure intégration.

Médias et migration

89. Une équipe d'experts et de journalistes a été constituée pour élaborer des ateliers visant à améliorer la communication médiatique en matière de migration. Certains des ateliers seront organisés dans le cadre du cinquième Forum de Vienne (février 2013), où ce sujet occupera une place primordiale.

C. Autres initiatives transversales

PLURAL+ Festival vidéo pour les jeunes

90. L'Alliance, en partenariat avec l'Organisation internationale pour les migrations, a en outre mis sur pied PLURAL+, un festival vidéo pour les jeunes sur la migration, la diversité et l'inclusion sociale, qui voit les jeunes en de puissants agents de changement social dans un monde trop souvent marqué par l'intolérance. PLURAL+ est soutenu par de nombreux partenaires internationaux. Plus de 400 vidéos ont été reçues de la part de 63 pays au cours des trois premières années.

91. Les vidéos primées font l'objet d'une distribution sur DVD, sont diffusées sur des chaînes de télévision et sur Internet et elles seront présentées lors de festivals de films et de conférences à travers le monde. Les distributeurs de Plural+ incluent RAI TV Education (Italie), la Télévision et Vidéo des Nations Unies, la Conférence permanente de l'audiovisuel méditerranéen, le festival des jeunes du Forum Chine-Inde, le Festival du film de La Havane, le Festival du Film Roots & Routes International, la Commission royale du film de Jordanie, le Festival des médias éducatifs de Serbie, la Télévision America Latina, le Festival du Film sans frontières et Cine y Salud (Espagne).

Prix de l'innovation interculturelle/Infrastructure interculturelle mondiale pour l'innovation

92. Le Prix de l'innovation interculturelle sélectionne et soutient les projets locaux les plus innovants qui encouragent le dialogue et la coopération interculturels dans le monde. Un processus concurrentiel permet de garantir que les projets sont choisis pour leurs réalisations exceptionnelles et pour leur potentiel d'expansion à d'autres contextes. Les vainqueurs deviennent membres de l'Infrastructure interculturelle mondiale pour l'innovation et bénéficient d'un an de soutien et de conseils de l'Alliance et du Groupe BMW. Le programme aide les vainqueurs à s'étendre et à renforcer leur efficacité, et favorise leur transfert à d'autres contextes susceptibles de s'avérer intéressants. En reliant ces initiatives aux décideurs politiques, aux donateurs potentiels et aux médias, l'Alliance et le Groupe BMW entendent augmenter considérablement leur impact.

93. Dix organisations parmi plus de 400 candidatures provenant de 70 pays ont été reconnues lors d'une remise de prix organisée dans le cadre du Forum de Doha. Faisaient partie des vainqueurs, issus de différentes régions et domaines de travail, l'Initiative pour la justice et le développement en Proche-Orient (Palestine/Israël), la Fondation Maytree (Canada), Cafebabel.com (Europe), Vaga Lume Association (Brésil), Chirom e...Chino (Italie), All for Peace Radio Station (Palestine), Kickfair

(Allemagne), Irenia (Espagne), Amara-Universal Subtitles (États-Unis) et Youth Empowering Parents (Canada).

94. L'équipe de l'Infrastructure interculturelle mondiale pour l'innovation a commencé à travailler avec les 10 organisations et est en train de reproduire certaines de leurs idées novatrices. Par exemple, 18 organisations de 8 pays sont intéressés par l'adaptation dans leurs villes du projet vainqueur « DiverseCity onBoard » de la Fondation Maytree et l'Initiative pour la justice et le développement en Proche-Orient a entamé ses activités en Égypte et en Turquie et sera active en Jordanie et en Espagne vers la mi-2012.

95. Le Groupe BMW a réaffirmé son engagement à l'égard de ce projet pour au moins les deux prochaines années.

Programme de bourses

96. En septembre 2009, l'Alliance a lancé son programme de bourses, dont le but est de permettre à de nouveaux dirigeants d'Amérique du Nord, d'Europe et de pays majoritairement musulmans de se familiariser avec les médias, la culture, la vie politique, les institutions, la société civile et la religion des pays des uns et des autres et d'engendrer des échanges de connaissances, la compréhension et des partenariats productifs par-delà les frontières. À long terme, l'Alliance créera un réseau de nouveaux dirigeants qui apporteront de nouvelles perspectives aux relations entre les différents pays et régions et qui préconiseront de nouvelles approches.

97. Après deux éditions pilotes fructueuses en 2010 et en 2011, le programme de bourses est devenu semestriel. Il reçoit le soutien financier de l'Allemagne et la Fondation Guerrand-Hermès pour la paix et est élaboré en partenariat avec le British Council, la Ligue des États arabes, l'Organisation islamique pour l'éducation, les sciences et la culture, le comité du Qatar de l'Alliance des civilisations et l'Institute of International Education aux États-Unis. L'Organisation de la coopération islamique et le Gouvernement de Jordanie sont également devenus partenaires en 2012. La première édition de 2012 a emmené des nouveaux dirigeants des États-Unis et de l'Europe au Maroc, en Jordanie et en Arabie saoudite.

98. Le Printemps arabe a renforcé l'importance du programme puisqu'il a offert une opportunité unique aux responsables émergents de tirer des enseignements utiles et de forger des liens avec leurs homologues. Une réunion d'anciens sera organisée au début de l'année 2013 pour mettre en place des initiatives conjointes et une collaboration.

Promotion d'une conversation mondiale : réseau de « Dialogue Cafés »

99. « Dialogue Café » est une initiative à but non lucratif qui recourt à une technologie de visioconférence de pointe pour favoriser les conversations en personne entre divers groupes de gens du monde entier. Elle leur permet de créer une communauté mondiale axée sur le partage des expériences, l'apprentissage mutuel et la collaboration à la création d'un monde meilleur. Des « Dialogue Cafés » sont déjà ouverts à Paris, Lisbonne, Amsterdam, Rio de Janeiro, au Brésil, à Cleveland aux États-Unis et à Ramallah. D'autres devraient ouvrir leurs portes à Londres, Beyrouth, Wrocław en Pologne et São Paulo au Brésil en 2012. De nouveaux « Dialogue Cafés » en Tunisie, à Belgrade, à Lagos au Nigeria et à

Brisbane en Australie sont en préparation et seront opérationnels avant la moitié de l'année 2013.

100. Étendre le réseau de « Dialogue Cafés » à trois régions spécifiques constitue l'une des priorités de 2012-2013 : Afrique (Angola, Cap Vert, Éthiopie, Mozambique et Sénégal); Asie du Sud (Bangladesh, Inde et Pakistan); Europe du Sud-Est et la région méditerranéenne (Albanie, ancienne République yougoslave de Macédoine, Autriche, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Égypte, Maroc, Monténégro, Roumanie et Turquie). Vingt nouveaux « Dialogue Cafés » sont à l'étude.

V. Quatrième Forum mondial, Doha, décembre 2011

101. Le Forum est resté l'événement exceptionnel de l'année. En effet, il a encouragé les 2500 représentants de toutes les parties prenantes à élargir le dialogue mondial sur un thème principal, à examiner les progrès des activités en cours et à entamer de nouveaux efforts de coopération pour favoriser la compréhension interculturelle. Sur l'invitation du Qatar, le quatrième Forum de l'Alliance des civilisations s'est tenu à Doha du 11 au 13 décembre 2011. Il était axé sur le rôle de la culture, de la diversité culturelle et du dialogue interculturel pour favoriser le développement durable.

102. La confiance interculturelle était vue à la fois comme une condition et comme un résultat du développement équitable. Plus de 50 sessions et ateliers ont étudié les moyens de stimuler le dialogue interculturel par un renforcement de l'éducation, une meilleure protection des minorités, un tourisme plus instructif, de meilleures industries culturelles, un changement des récits, la participation accrue des jeunes et le renforcement de la responsabilité individuelle.

103. C'est pourquoi le Haut-Représentant a noté l'apparition d'un concept plus large de développement durable, intégrant un pilier de la diversité culturelle. Il a indiqué que l'Alliance pourrait devoir accorder la priorité à des mesures supplémentaires dans des régions où la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement peut être renforcée par la lutte contre les préjugés et la discrimination, qui sont le moteur de l'exclusion, de la tension et des conflits.

104. Certains nouveaux projets ont été répertoriés et des annonces ont été faites à la fin du Forum, qu'il s'agisse d'extensions d'activités existantes (davantage d'écoles d'été, des « Dialogue Cafés » supplémentaires, des programmes de bourses étendus, l'intensification de la campagne « Faites quelque chose pour la diversité et l'inclusion », le suivi du lancement de la « conciliation entre diversité et cohésion », un noyau d'experts mondiaux plus facilement accessible, etc.) ou de nouvelles propositions (un festival du film de l'Alliance à Shanghai, un Observatoire de l'Alliance éventuel, diverses initiatives d'entreprises).

105. Le cinquième Forum de Vienne (27-28 février 2013) portera sur le thème « Promouvoir une direction responsable en matière de diversité et le dialogue ». Une note de synthèse est en cours de préparation et sera soumise à la procédure de consultation du Groupe d'amis (réunion ministérielle le 28 septembre 2012), ainsi qu'à un certain nombre d'autres partenaires concernés.

VI. Sensibilisation

106. Les divers efforts de communication et de sensibilisation de l'Alliance sont menés par un large éventail de projets et d'initiatives qui s'articulent autour de la promotion du dialogue interculturel aux quatre coins du globe. Cela inclut des campagnes mondiales sur la diversité, l'octroi de petites subventions aux initiatives locales, des séances de formation en faveur des journalistes et l'engagement des propriétaires de médias et des éditeurs, l'appui des initiatives en faveur de la jeunesse, l'encouragement des échanges entre les jeunes dirigeants et, surtout, le Forum annuel, que beaucoup décrivent comme l'événement interculturel de l'année.

107. Au-delà de ça, une politique de communication directe avec les médias et de sensibilisation par les communiqués de presse, lettres d'informations et les annonces médiatiques est menée. Les séances de formation aux médias et le noyau d'experts mondiaux offrent des moyens supplémentaires de susciter l'intérêt des professionnels des médias.

108. La campagne « Faites quelque chose » de cette année, un projet de média social destiné à célébrer la Journée mondiale de la diversité culturelle pour le dialogue et le développement des Nations Unies le 21 mai, requiert aussi notre attention. Les messages de la campagne postés sur Facebook ont touché près de 4 millions de personnes via le réseau qui a été créé. En outre, la campagne d'accompagnement sur Twitter a atteint 7,3 millions d'impressions (tweets reçus par les gens) et a eu une portée de 3 millions de personnes (qui ont, potentiellement, vu ces tweets).

109. Sur le plan technique, le site principal de l'Alliance, UNAOC.org, est un vecteur essentiel d'accroissement de la visibilité de l'Alliance. Sa fréquentation a augmenté de près de 25 % l'année dernière, principalement en raison de nouveaux visiteurs. La campagne de sensibilisation de l'Alliance par les médias sociaux s'est également poursuivie sans relâche. Le nombre de personnes qui se sont rendus sur le site principal par l'intermédiaire de Facebook a quadruplé et le nombre d'adeptes de Twitter envoyés sur le site a presque triplé au cours des 12 derniers mois.

110. Malgré les avancées susmentionnées, l'organisation dans son ensemble pourrait profiter de l'amélioration de nombreux autres points. Plus concrètement, l'Alliance pourrait tirer grandement parti de l'appui d'une agence de communication externe ou d'une équipe interne dont la tâche exclusive serait de donner à l'organisation une plus grande visibilité.

VII. Gouvernance : mécanisme de reconstitution en faveur du Fonds d'affectation spéciale et du secrétariat

Mise en place d'un mécanisme de reconstitution volontaire du Fonds d'affectation spéciale

111. En dépit d'une expansion constante du rôle et des activités de l'Alliance, les ressources dont elle dispose restent de loin inférieures au niveau cible, erronées et pratiquement impossible à fixer au préalable. Pour l'exercice 2011, les dépenses réelles ont dû se maintenir dans la fourchette des 4 millions de dollars des

États-Unis, par rapport à une cible modeste de 5,15 millions de dollars des États-Unis.

112. Dès lors, le Haut-Représentant a proposé un modèle de financement fondé sur des reconstitutions des ressources régulières, conçu pour améliorer le niveau de prévisibilité des ressources du Fonds d'affectation spéciale, diversifier les donateurs par un élargissement au secteur privé et aux associations philanthropiques et garantir le financement des activités de l'Alliance suffisamment à l'avance. Il a également proposé de mettre au point un mécanisme novateur de consultations avec la communauté des donateurs des secteurs privé et public.

113. La première session de la reconstitution des ressources a eu lieu à Istanbul, en Turquie, du 31 mai au 1^{er} juin 2012, à l'initiative du Premier Ministre de la Turquie, qui a coprésidé l'événement avec le Secrétaire général. Quelque 70 pays, 15 organisations internationales et un certain nombre d'entreprises et de fondations partenaires ont participé. La session a obtenu des promesses de financement à hauteur de 7,5 millions de dollars. Si cette somme est en deçà des espérances ambitieuses, elle montre une nette amélioration en termes de volume et de prévision. Une deuxième session aura lieu dans le cadre du cinquième Forum à Vienne en février 2013. Une version révisée du budget pour l'exercice 2012 et un projet de budget pour l'exercice 2013 seront établis par le secrétariat en septembre 2012.

Le secrétariat

114. Un profond déséquilibre persiste entre l'ensemble des tâches ou des programmes et les ressources humaines du secrétariat. Elles ne seront plus suffisantes à long terme. Heureusement, de nouveaux détachements ont été annoncés lors du Forum des partenaires. D'autres suivront afin de parvenir à un meilleur équilibre culturel. Les fonds affectés aux programmes peuvent contribuer à soulager la situation globale.

115. Le secrétariat continuera régulièrement d'analyser les priorités et l'affectation du personnel et d'améliorer l'adéquation entre celles-ci et de réexaminer de manière critique la nécessité de mise en œuvre d'un programme par l'équipe, plutôt que par des partenaires. La sélection d'un nouveau directeur pour le secrétariat est en cours.

VIII. Conclusions

116. L'année écoulée a dévoilé un certain nombre de défis auxquels doit faire face l'Alliance en raison de son expansion ces cinq dernières années. Ces défis soulèvent la question de savoir si l'Alliance a atteint les limites de ses capacités dans le cadre du projet pour lequel elle a été mise en place et développée.

117. À première vue, au cours des cinq dernières années, l'Alliance a réussi à :

a) Devenir une plate-forme des Nations Unies reconnue et crédible destinée au dialogue et à la coopération interculturels en dépit de sa nature et de son statut sui generis qui la rendent différente mais complémentaire à tout autre organisme des Nations Unies, ainsi qu'à d'autres organisations intergouvernementales;

b) Se positionner en tant que nouvel instrument de persuasion destiné à répondre aux difficultés croissantes de la vie en communauté, à écouter l'autre et le respecter en luttant contre l'ignorance, à supprimer des stéréotypes et des préjugés

qui multiplient les motifs d'hostilité et de méfiance et à développer une culture du dialogue, de la tolérance, de la justice, des droits fondamentaux et de la dignité humaine;

c) Établir des relations avec la société civile et les gens ordinaires, outre les intervenants classiques tels que les médiateurs, les responsables et les catalyseurs, contribuant ainsi à stimuler des projets novateurs visant à réduire la polarisation entre les nations et les cultures grâce à des entreprises conjointes et des partenariats mutuellement avantageux;

d) Former un cadre cohérent pour l'Alliance, en dépit de sa diversité croissante. Grâce à la vision élaborée et au ferme engagement du Secrétaire général, M. Ban Ki moon, et des deux coparrains, le soutien politique en faveur de l'Alliance a pris de l'ampleur et a élargi son champ d'application ainsi que son réseau de partenaires à travers le monde et a développé un certain nombre d'actions phares.

118. Toutefois, au cours des cinq dernières années, l'Alliance n'est pas parvenue à :

a) Trouver sa place au sein du système des Nations Unies et à établir une entière coopération au sein de la famille des Nations Unies, en explorant ses ressources inexploitées et en agissant en tant qu'instrument horizontal de persuasion. Cela signifie qu'un certain nombre de questions doivent être clarifiées : comment le dialogue et la coopération interculturels peuvent devenir un outil efficace pour le programme des Nations Unies en matière de consolidation de la paix et de prévention des conflits; comment les plans nationaux et les stratégies régionales de l'Alliance peuvent contribuer de manière efficace à la réalisation des droits fondamentaux, du dialogue, de la tolérance, de la démocratie et de la dignité humaine; comment le dialogue et la coopération interculturels demandés par l'Alliance peuvent contribuer à renforcer la paix et le développement durables, y compris les Objectifs du Millénaire pour le développement; comment les liens entre l'Alliance et la stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies peuvent-ils devenir plus spécifiques et être utilisés plus efficacement;

b) Parvenir à un arrangement institutionnel optimal qui permette à l'Alliance d'être plus enracinée localement et d'assurer un suivi approprié de ses initiatives;

c) Obtenir suffisamment de ressources pour mettre en œuvre des actions sur le terrain, à savoir pour élargir et consolider ses programmes phares et élaborer des plans d'action autour des deux stratégies régionales adoptées.

119. Sur la base de ces observations préliminaires, le Haut-Représentant estime qu'il est de son devoir dans les prochains mois d'élaborer une synthèse critique des progrès accomplis par l'Alliance dans la mise en œuvre de sa mission au cours des cinq dernières années et d'émettre des scénarios possibles pour son évolution future, afin de pouvoir répondre aux principaux défis auxquels elle est confrontée dans un monde marqué par la montée des tensions et des incertitudes.